



Le 7 mars 2010, les irakiens se sont rendus aux urnes dans le cadre de la 3<sup>e</sup> élection parlementaire depuis 2005. Ces élections devaient servir d'indicateur quant au niveau de stabilité politique du pays, notamment en lien avec le retrait attendu des troupes américaines (devant être complété d'ici la fin de 2011)<sup>1</sup>. Des observateurs ont souligné qu'en dépit du focus sur politiques électorales, la course aux élections a mis en relief de nombreux problèmes profonds mettant en péril le fragile rétablissement de l'Irak, sous la forme de vagues d'attentat récurrentes en lien avec les élections, de tensions ethniques au sujet de Kirkuk, d'une résurgence du sectarisme ainsi que de la manipulation politique des institutions nationales. Les élections de 2010 représentaient donc une occasion unique de réconciliation pour le peuple irakien.<sup>2</sup>

### **Quels ont été les résultats de cette élection?**

Avec un taux de participation rapporté de 62%, ces élections ont permis à Iyad Allawi et sa liste du *Mouvement National Irakien* de remporter 91 sièges alors que l'*Alliance pour l'État de droit* de Nouri Al-Maliki est arrivée tout juste derrière, avec 89 sièges. De son côté, l'*Alliance Nationale Irakienne* a remporté 70 sièges et l'alliance kurde en a obtenu 43. Le dépouillement des voix a été très laborieux. Le 19 avril 2010, suite aux plaintes d'Al-Maliki au sujet de possibles irrégularités engendrées par le système de vote électronique, la commission électorale irakienne a ordonné un recomptage manuel des votes dans Bagdad<sup>3</sup>. Le recomptage subséquent dans Bagdad n'a cependant révélé aucune preuve de fraude et le 1<sup>er</sup> juin, la Cour Suprême irakienne a entériné les résultats des élections.<sup>4</sup>

Étant donné qu'aucun parti n'est parvenu à obtenir la majorité nécessaire afin de former un gouvernement – un parti doit obtenir 163 sièges pour détenir une victoire claire – un long processus de négociations s'est enclenché quant à la composition du nouveau gouvernement irakien. En date de juillet 2010, les différents partis étaient toujours incapables de parvenir à une entente, bien qu'on anticipe un dénouement pour le début du mois du Ramadan, en août. D'ici là, le gouvernement de Nouri Al-Maliki est maintenu dans ses fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé, conformément à la récente pratique irakienne.

### **Qui étaient les principaux acteurs de cette élection?**

*L'Alliance pour l'État de droit* : Dirigée par le premier ministre actuel, Nouri Al-Maliki, la coalition prétend surpasser les divisions ethniques et religieuses. Elle regroupe le parti *Dawa* d'Al-Maliki, des Kurdes chiites, des chefs tribaux sunnites, des chrétiens et des indépendants. En dépit de son rattachement à *Dawa*, un parti islamiste chiite, cette coalition s'est efforcée de présenter Al-Maliki comme un leader laïc représentant l'ensemble de l'Irak. Les manœuvres initiales en vue de rassembler l'ensemble des principaux partis chiites – incluant *Dawa*, le mouvement de Moqtada Al-Sadr et le Conseil Suprême Islamique Irakien (ISCI) – sous une même enseigne, comme lors de l'élection de 2005, ont échouées puisqu'Al-Maliki a cru pouvoir gagner sans l'appui de ses anciens alliés. Avec la montée en puissance du parti *Dawa* ces dernières années, les adversaires politiques d'Al-Maliki ont accusé celui-ci de vouloir consolider son pouvoir en cherchant à éclipser ses alliés.<sup>5</sup>

*Le Mouvement National Irakien (MNI)* : Cette coalition est dirigée par l'ancien premier ministre Iyad Allawi et réunit le vice-président, Tariq Al-Hashemi, ainsi que le chef du *Front pour un Dialogue National*, Saleh Al-Mutlaq. Se targuant d'être la plus susceptible de réconcilier les différences sectaires, cette coalition rassemble également des partis sunnites de petite envergure et des leaders chiites. Allawi est réputé avoir été une assise de la CIA durant le règne de Saddam Hussein, en plus d'entretenir des liens étroits avec certains régimes arabes tels que l'Arabie Saoudite et des gouvernements occidentaux comme les États-Unis et la Grande-Bretagne.<sup>6</sup>

*L'Alliance Nationale Irakienne (ANI)* : Ce regroupement est principalement constitué de partis dirigés par des personnalités cléricales chiites, dont les sympathisants de Moqtada Al-Sadr, l'ISCI, l'organisation Badr, l'ancien premier ministre Ibrahim Jafari et Ahmad Chalabi. Les dirigeants de l'ISCI ont tenté en vain d'étendre l'alliance à d'autres groupes ethniques et confessionnels.<sup>7</sup>

*La liste Kurdistania* : Ce groupe est dirigé par deux partis kurdes : le *Parti Démocratique Kurde* et l'*Union Patriotique*, entité qui administre la région semi-autonome kurde. Contrairement aux autres partis, l'alliance kurde n'a signifié aucun intérêt à joindre les alliances non-sectaires.<sup>8</sup>

### **Quels sont les enjeux liés à la formation d'un gouvernement de coalition?**

Il est difficile de savoir quand les négociations sur le nouveau gouvernement irakien prendront fin. L'enjeu central de la formation d'un gouvernement de coalition demeure le choix d'un premier ministre. Selon des observateurs, ces délais sont imputables au confessionnalisme ancré dans la politique irakienne, lequel continue d'exercer un pouvoir considérable malgré le caractère ouvertement interconfessionnel des deux principales coalitions.

D'abord, l'*Alliance pour l'État de droit* d'Al-Maliki et l'*ANI*, toutes deux constituées de groupes chiites, sont considérés comme des alliés naturels. Cependant, les Sadristes, qui ont obtenu 39 sièges et qui dominent l'*ANI*, sont ouvertement en conflit avec Al-Maliki, lui reprochant d'avoir maté leur branche paramilitaire, l'Armée du Mahdi, en 2008.<sup>9</sup> Au début du mois d'avril, le bloc sadriste a mené un référendum non-officiel afin de connaître l'opinion de ses commettants quant au

candidat à soutenir pour le poste de premier ministre. Le vote a donné Ibrahim Jaafari gagnant.<sup>10</sup> Bien que ces résultats n'aient aucune portée légale, ils ont fourni un atout aux Sadristes dans leurs négociations avec Al-Maliki.

De son côté, le parti d'Allawi a obtenu la majorité des voix de la communauté sunnite, rendant ainsi difficile une éventuelle coalition avec les partis chiites. De plus, tant la liste d'Al-Maliki que celle de l'ANI n'ont intérêt à s'allier avec les ex-Baasistes laïcs du parti d'Allawi. Plus encore, les arabes sunnites qui constituent l'épine dorsale du parti d'Allawi ont de profonds différends avec les Kurdes quant au statut de la province de Kirkuk, ce qui rendrait une alliance avec les Kurdes intenable. En juin 2010, l'ANI et l'*Alliance pour l'État de droit* ont annoncé qu'ils allaient former une union qui leur permettra de détenir 159 des sièges du parlement, soit 4 de moins que les 163 requis pour une majorité. Cette annonce a été vigoureusement dénoncée par Allawi comme une collusion cherchant à exclure le MNI du gouvernement, le bloc le plus important au parlement étant appelé à présenter sa nomination au poste de premier ministre.<sup>11</sup>

## **De quelle façon le nouveau gouvernement irakien s'inscrit-il dans les plans de Washington pour l'Irak?**

En dépit de l'incertitude politique qui persiste, l'administration Obama maintient son engagement à retirer l'ensemble des « troupes de combat » d'Irak d'ici le mois de septembre 2010 et de se retirer (quasi) complètement avant la fin de 2011. L'établissement d'un gouvernement stable et coopératif en Irak est donc essentiel. Les É.-U. se méfient de l'influence iranienne en Irak, surtout en ces temps où les tensions entre les deux États sont à leur plus haut. Washington verrait d'un bon œil l'arrivée d'Allawi au poste de premier ministre puisque cela se traduirait probablement par un gouvernement plus proche d'un nationalisme arabe et moins aligné sur l'Iran. Un gouvernement Allawi serait également plus susceptible d'entretenir des relations cordiales avec les alliés traditionnels des É.-U. dans la région tels que l'Égypte et l'Arabie Saoudite.<sup>12</sup> Ce scénario a toutefois récemment été remis en cause suite à l'union entre l'ANI et l'*Alliance pour l'État de droit*, donnant à l'Iran l'occasion de s'imposer en Irak en plus de mettre les É.-U. dans une position difficile. Le retrait des É.-U. d'Irak pourrait laisser un vide que l'Iran et d'autres États voisins tels que l'Arabie Saoudite et la Syrie seraient tentés d'exploiter.

## **Comment ces élections ont-elles affecté les dynamiques politiques de la région?**

Il ne fait aucun doute que des acteurs extérieurs ont joué un rôle dans l'élaboration des plateformes électorales et ont influencé les électeurs. Des acteurs politiques de premier plan tels qu'Allawi, le premier ministre Al-Maliki et d'autres ont parcouru la région ces derniers mois afin de discuter du prochain gouvernement avec des décideurs en Iran, en Arabie Saoudite, en Égypte, en Jordanie ainsi que dans d'autres pays. Historiquement, l'Iran a été impliqué en Irak par le biais de son soutien aux groupes et leaders chiites irakiens. En mars, des représentants du parti d'Al-Maliki et du mouvement de Sadr se sont rencontrés à Téhéran afin de discuter de la possibilité de former une coalition. Soutenue par l'Iran, cette tentative de former une coalition forte entre les partis chiites a semblé porter fruit, fournissant à l'Iran une occasion d'exercer davantage d'influence en Irak. Cela dit, les partis chiites d'Irak ont promis de garder leur distance par rapport à l'Iran et se soustraient progressivement de sa sphère d'influence.<sup>13</sup>

L'incapacité des É.-U. de contrer l'influence de l'Iran a amené d'autres États arabes tels que le Bahreïn, le Koweït et l'Arabie Saoudite (principalement sunnites) à tenter des percées en Irak. Des groupes chiites au pouvoir en Irak avec le soutien de l'Iran, combiné à l'essor de sa nouvelle culture démocratique, est une réalité dont se méfie l'Arabie Saoudite. L'Irak est riche en pétrole et pourrait très bien surpasser la production pétrolière saoudienne. De plus, l'Irak a conclu bon nombre d'accords bilatéraux avec ses voisins arabes tels que l'Égypte et la Jordanie, qui ont ouverts des ambassades à Bagdad. En réponse à ses potentiels changements dans la balance des pouvoirs de la région, la position des Saoudiens a aussi changé. Le roi Abdallah de l'Arabie Saoudite a tenu des rencontres avec de hauts responsables politiques irakiens, incluant des leaders sadristes et kurdes. De toutes évidences, les Saoudiens préféreraient qu'Allawi soit à la tête du pays plutôt qu'une coalition de partis chiites.

<sup>1</sup> Le 16 nov. 2008, le cabinet irakien a approuvé un *Accord de statut des forces (SOFA)* entre l'Irak et les États-Unis qui a fixé une date pour un retrait complet des Américains d'ici la fin de 2011. Le 27 fév. 2009, le président Obama a dévoilé un plan de 18 mois mettant fin aux opérations de combat et le retrait des troupes d'Irak, et a déclaré que les 50 000 soldats restant en Irak en 1<sup>er</sup> septembre 2010 ne fourniront que du soutien, de la formation et des conseils pour lutter contre le terrorisme. L'administration Obama a jusqu'ici maintenu son calendrier et, en date de mai 2010, il restait environ 94 000 soldats américains en Irak. Voir la fiche de CJPMO, « *Les forces américaines en Irak – la route à venir* », mai 2009; BBC News, « *Obama outlines Iraq pullout plan*, » 27 février 2009 et Washington Post, « *Despite political uncertainties in Iraq, U.S. sticking with drawdown plan*, » 14 mai 2010.

<sup>2</sup> « *Iraq's Uncertain Future: Elections and Beyond*, » International Crisis Group, février 2010, p. i.

<sup>3</sup> « *Recount of Baghdad election results is ordered*, » BBC, 19 avril 2010.

<sup>4</sup> « *Iraq court approves election results* » Al Jazeera English, 1er juin 2010.

<sup>5</sup> « *Iraq's Uncertain Future: Elections and Beyond*, » International Crisis Group, février 2010, p. 13.

<sup>6</sup> « *Iraq Elections 2010: Party Alliances – Iraqi National Movement*, » Carnegie Endowment for International Peace.

<sup>7</sup> « *Iraq Elections 2010: Party Alliances – Iraqi National Alliance*, » Carnegie Endowment for International Peace.

<sup>8</sup> « *Iraq Elections 2010: Party Alliances – Kurdish Parties*, » Carnegie Endowment for International Peace.

<sup>9</sup> Cole, Juan, « *Iraq: National unity government or return to sectarianism? 53 killed in Diyala bombing*. » Informed Comment, 27 mars 2010.

<sup>10</sup> « *Sadr supporters reject leading candidates for Iraqi PM* », BBC News, 8 avril 2010.

<sup>11</sup> Cole, Juan. « *Shiite parties form largest coalition in Iraq: Ayatollahs to choose PM: Win for Iran*. » Informed Comment, 5 mai 2010.

<sup>12</sup> Cole, Juan. « *Secular national list of Allawi reported to have surged in Sunni Arab Provinces: Implications for Iran, US*. » Informed Comment, 8 mars 2010.

<sup>13</sup> Alaaldin, Ranj. « *The role of Iraq's Arab neighbours*, » The Guardian, 15 avril 2010.